

# LA VÉRITÉ



Premier journal paru dans la clandestinité (N° 1 août 1940)  
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE  
(Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

Bulletin intérieur  
Prix : 2 francs

## OUI, NON!

### Procès-verbal de la réunion du Comité Central du P.C.I. du 1<sup>er</sup> Octobre 1945

Le C.C. du Parti Communiste Internationaliste, réuni sous la présidence du camarade Demazières, secrétaire du Parti, a discuté sur les rapports présentés par le Bureau Politique.

**1<sup>o</sup> LES ELECTIONS.**  
Tirant les enseignements des élections cantonales, le C. C. note que les difficultés matérielles ont lourdement pesé sur la participation du parti à la lutte politique.

Il est à noter qu'aucun dirigeant du P.C.F. n'est venu soutenir dans nos réunions publiques les accusations formulées contre notre parti, ainsi que nous les y avions conviés.

Le C. C. considère le nombre particulièrement élevé des abstentions (40 %), s'étendant des petites gens des campagnes aux grands centres ouvriers, comme le symptôme de la confusion, du découragement, ainsi que la réprobation des travailleurs à la politique de collaboration de classes du P. S. et P.C.F. qui ne font qu'ouvrir ainsi la voie au fascisme.

Constatant parallèlement la volonté de lutte des travailleurs (grèves) des mineurs du Nord, Imprimeurs de Limoges, Assemblées des Services publics, action des ménagères), le P.C.I. s'associe pleinement à leur action et les appelle au rassemblement sur son programme, celui du Parti prolétarien qui, seul imposera à la Constituante souveraine une orientation ferme vers la défense de leurs intérêts.

Le C. C., étant donné l'unique loi électorale qui limite les candidatures par un cautionnement élevé (20.000 fr. par candidat), décide de ne présenter que deux listes dans le pays, l'une à Paris, l'autre à Grenoble. La liste des candidats a été ensuite établie. Le C. C. engage l'ensemble du Parti à se mobiliser dans la campagne électorale sur les mots d'ordre du Parti.

Pour une constituante souveraine :

- 1<sup>o</sup> OUI - NON.
- 2<sup>o</sup> Votez pour les candidats ouvriers.
- 3<sup>o</sup> Rompez la coalition avec la Bourgeoisie. Gouvernement des Partis ouvriers pour appliquer leur programme.
- 4<sup>o</sup> Nationalisation des Trusts sans indemnité ni rachat.
- 5<sup>o</sup> Echelle mobile des salaires, plan de production établi par le C.C.T.
- 6<sup>o</sup> Contrôle ouvrier.

**2<sup>o</sup> LA SITUATION EN INDOCHINE.**  
Après examen de la situation, le C.C. salue l'héroïque lutte des peuples asservis de l'Indochine et des Indes néerlandaises pour leur liberté. Il dénonce le caractère impérialiste de l'intervention anglaise, américaine et française, alliés avec l'impérialisme japonais pour maîtriser dans le feu et le sang les mouvements de libération des colonies.

Il salue les 40.000 grévistes de la Nouvelle-Galles du Sud (Australie) qui ont débarrasé pour protester contre l'intervention impérialiste, ainsi que les dockers de Melbourne qui refusent de charger les armes qui iront massacrer les Républicains javanais.

Le C.C. dénonce la politique du Gouvernement Travailleiste qui, à l'égal du Gouvernement Churchill n'hésite pas à réprimer dans le sang toute lutte pour la liberté des peuples asservis qui pourrait menacer les privilèges impérialistes de la Cité de Londres.

Le C. C. dénonce la politique du Parti Socialiste et du P.C.F. qui se taisent honteusement devant l'intervention impérialiste des Colonistes français.

Le Parti Communiste Internationaliste propose le Front unique à toutes les organisations ouvrières pour l'aide au peuple indochinois. Dès à présent, dans toutes les sections syndicales, dans toutes les sections socialistes et communistes il faut voter des résolutions de protestation au Gouvernement De Gaulle qui renouvelle en Indochine les massacres d'Algérie.

Le C.C. du P.C.I. se solidarise pleinement avec la délégation indochinoise et stigmatise devant la classe ouvrière, les honteuses calomnies des journaux des Trusts — le Monde et Figaro — qui essaient de salir les leaders indochinois de France.

Il appelle toutes les organisations prolétariennes à l'organisation immédiate d'un meeting de solidarité.

Le C.C. exprime son indignation des crimes du bourreau Franco et demande l'organisation de manifestations de masses pour la libération des militants ouvriers Alvarez et Zapirain.

## SOLIDARITÉ TOTALE avec le peuple indochinois en lutte contre l'impérialisme français ! VIVE L'INDOCHINE LIBRE ET INDÉPENDANTE !

La presse de la « libération » continue soit à se taire, soit à mentir sur l'insurrection indochinoise. Partout dans le monde, Afrique, Moyen-Orient, Indes, Indochine, îles du Pacifique, les peuples coloniaux luttent pour conquérir leur liberté.

Partout se dresse contre eux, en dépit des rivalités, le front uni des brigands impérialistes. En particulier dans les pays coloniaux que le Japon avait maintenu sous son talon depuis ses conquêtes de 1941, les forces militaires et la Gestapo japonaises (la Kempeï), sont chargées par les « alliés » d'assurer l'ordre en attendant l'arrivée massive de forces d'occupation alliées.

Voici, selon H. Hoogendorn, correspondant de l'Associated Press, ce qui se passa aux Indes Néerlandaises (Indonésie) le 21 septembre.

« Les Japonais, chargés « provisoirement » de maintenir l'ordre sous le contrôle des officiers de la marine



« ALLIES » ET GESTAPO LA MAIN DANS LA MAIN

Devant l'ampleur du mouvement, les forces impérialistes anglaises et américaines, comme les troupes de Tehang Kai Chek, — le Gallifet chi-

riérées qui furent récemment chargées de la répression contre-révolutionnaire en Grèce, — occupèrent les positions-clés dans le Sud de l'Indochine, les troupes chinoises dans le Nord, tandis que l'aviation américaine apporte son « concours » sur tout le territoire de l'Union Indochinoise.

L'impérialisme français, qui ne disposait sur place d'aucune force notable, s'emploie fébrilement à préparer son retour dans son ancienne colonie.

**QUERELLES DE BRIGANDS**

Du côté de Londres, de Tchoung King et de Washington, on montre peu d'empressément à rétablir l'ancien état de chose. S'ils sont unis dans la répression des mouvements d'émancipation, les impérialismes commencent à se quereller dès qu'il s'agit de savoir qui exploitera l'Indochine.

Washington veut l'« Internationalisation » de l'Indochine, c'est-à-dire sa mise à la disposition du plus fort.

Londres, en face de ces exigences, aurait tendance à soutenir le point de vue de l'impérialisme français à condition que des concessions substantielles lui soient faites.

Dans ces honteux marchandages, Staline lâche son allié française et semble se rallier à la thèse américaine en invoquant pour l'occasion le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qu'il refusait aux Algériens.

Pris entre le soulèvement héroïque des peuples indochinois d'une part, et les prétentions de ses propres alliés d'autre part, De Gaulle ébauche une série de manœuvres cousues de fil blanc.

**LES MANGEUVRES IMPÉRIALISTES DE DE GAULLE**

- 1) Le ministère des colonies fut chargé d'annoncer partout que l'impérialisme français « généreux et libéral », se proposait d'accorder « L'AUTONOMIE » à l'Indochine qui deviendra désormais un « pays libre » dans le cadre de l'Empire français!
- 2) De Gaulle alla quémander à Washington des avions et des bateaux, envoya Blum et Bidault mar-

(Suite page 2, 2<sup>e</sup> colonne.)

### Les blocards sont-ils guérissables ?

A question est sérieuse.

Voici un Parti Communiste Français fort d'un million de membres et qui, de son propre aveu, obtient 3.800.000 voix.

Voilà un Parti Socialiste auquel se rallient près de 3.500.000 électeurs, c'est-à-dire, à en croire « Le Populaire », UN QUART du corps électoral.

S'il est toujours vrai que deux et

deux font quatre, un enfant de 7 ans peut répondre à ce petit problème d'arithmétique que le Front Unique des partis ouvriers leur donne la majorité absolue. Le malheur veut que ces partis ne sont pas dirigés par des enfants de 7 ans, mais par des adultes atteints d'une étrange maladie: ILS SONT BLOCARDS.

La moelle épinière est la première atteinte, ce qui les oblige, soit à ramper, soit à s'accrocher les uns à la barbe des radicaux, les autres à un bouton de la tunique du général De Gaulle.

La mémoire, peu après, refuse de fonctionner: parlent-ils de fusion? Le lendemain ils vont chacun de leur côté passer un accord avec une clique au service des trusts. Signent-ils un programme commun de nationalisations? le jour même ils le mettent au panier et s'entendent avec les ennemis des nationalisations.

Les souvenirs de jeunesse s'effacent à leur tour, comme par exemple la promesse traditionnelle du réformisme de conquête du pouvoir « par le bulletin de vote ».

Finalement leurs actes n'ont plus rien de raisonnable: ils dénoncent le gouvernement comme un gouvernement bonapartiste, comme un gouvernement qui truque les élections, comme un instrument des trusts, comme un danger public... MAIS ILS RESTENT DANS CE GOUVERNEMENT, ils l'aident à mater la classe ouvrière, à briser la grève, à écraser la lutte émancipatrice des peuples coloniaux.

Ragardez-les préparer les élections à la Constituante:

Blum oui-oui crie très fort qu'il veut une Constituante souveraine, mais il demande de plébisciter le général De G.E.R.

Thorez veut aussi une Constituante souveraine, mais il s'unit avec les radicaux ennemis de toute Constituante.

Bloc Occidental, Bloc avec l'U.D.S.R., Bloc avec les radicaux, Bloc avec le général de l'armée de métier, avec Plevin des banques, Dautry des chemins de fer, Mayer des trusts et des banques, Diethelm du sabre, Capitain du coupillon.

C'est ça la maladie des blocards: (Suite page 2, 4<sup>e</sup> colonne.)

### Toujours sourd, M. Soustelle ?

L'Époque avait le culot d'écrire récemment: « Nous croyons devoir accorder le bénéfice des circonstances atténuantes à certains malheureux policiers réduits, pour conserver un salaire dérisoire mais indispensable, à entrer dans les « Brigades Spéciales ». On comprend la sympathie de l'homme de plume de l'Époque pour l'homme de main de Darnand, car le premier en est réduit lui aussi, pour conserver « un salaire indispensable », à écrire chaque jour des nouvelles saloperies antiouvrières...

Pensez-vous que M. Soustelle s'est ému pour autant... ou que l'honnête M. Bossus a demandé l'interdiction de l'Époque? Vous n'y êtes pas! Leur seul souci c'est d'empêcher que paraisse la presse révolutionnaire. Ils n'ont que deux ennemis: La Vérité et... la vérité tout court.

Avec nous les travailleurs doivent imposer le silence à la presse fasciste, et le droit pour La Vérité de paraître légalement avec une attribution décente de papier.

La censure est, paraît-il, supprimée. Il faut que très vite soient levées les odieuses mesures d'exception contre la presse révolutionnaire.

Le camarade Demazières a saisi la Commission Consultative, récemment attachée au Ministère de l'Information, de la situation qui est faite à La Vérité à qui l'autorisation promise il y a plus d'un an est toujours refusée.

Que ces Messieurs de la Commissions et M. Soustelle se prononcent clairement pour ou contre la liberté de la presse!

LIBERTÉ DE PARUTION POUR LA VÉRITÉ!

### LE « VIET MINH » PROCLAME L'INDÉPENDANCE DE L'INDOCHINE

En Indochine comme en Indonésie, par dessus leurs rivalités, les impérialistes savent collaborer étroitement contre la classe ouvrière et contre les peuples coloniaux.

Cependant, malgré la répression,

\* Les troupes japonaises défendent les colons réfugiés à l'Hôtel Continental à Saïgon.

« Au milieu de la nuit, dans la crainte d'une attaque annamite contre l'Hôtel Continental, une garde japonaise a été appelée et est venue renforcer la garde française. » (Dépêche officielle.)

Le peuple indochinois tout entier s'est réveillé à la lutte pour son indépendance; dès avant la capitulation de Tokio, le VIET MINH, qui rassemble en un front unique toutes les organisations anti-impérialistes indochinoises, a dressé l'ensemble des peuples de l'Indochine contre ses oppresseurs. Après la capitulation, il a proclamé l'indépendance de l'Indochine et s'est emparé du pouvoir, notamment dans l'Annam et le Tonkin.

britannique, ont encore le droit de porter leurs armes. Et cette semaine, ils ont effectivement « maintenu l'ordre » au cours d'une manifestation organisée par 10.000 Indonésiens réclamant leur liberté politique.

« Le meeting se déroula à l'intérieur d'un véritable « cercle de chars dont les équipages étaient à leur poste derrière leurs mitrailleuses chargées.

« Une fois la réunion terminée, les officiers de la « Kempeï » dispersèrent les manifestants! »

### LES TROTSKYSTES DANS LA BATAILLE ÉLECTORALE

#### Nous avons parlé !

VOUS souvenez-vous du vacarme, des injures, des provocations déclenchées par messieurs les ministres, messieurs les flics et par l'Honnête Bossus. Ah! ils en avaient plein les poches des « preuves » contre nous, au point qu'ils ne savaient pas par quel bout commencer et qu'ils en étaient réduits à arrêter nos militants, comme ça en douce, ... puis de les mettre en liberté provisoire pour éviter le procès public. Sus à ces marxistes, à ces empêcheurs de danser en rond qui s'obstinaient malgré Ducloux et l'ajon à ne pas prendre les vessies pour des lanternes, la coalition au gouvernement pour une politique conforme aux intérêts des travailleurs. La Préfecture interdisait nos réunions et les chefs communistes-français la félicitaient d'avoir sauvé l'ordre et l'unité avec les patrons.

Malgré ces manœuvres d'intimidation, le Parti Communiste Internationaliste a continué à parler un langage de classe aux travailleurs. Au cours de la campagne électorale dans la Banlieue Rouge et à Lyon, il a tenu des meetings où les travailleurs accourus nombreux ont pu entendre, dans le calme, exposer un programme clair, conforme à leurs aspirations, le seul programme capable de donner à tous du travail et du pain. Ils ont applaudi les mots d'ordres d'échelle mobile des salaires, de nationalisations sans indemnité ni rachat, de rupture de la coalition avec la bourgeoisie et de formation d'un gouvernement des partis ouvriers soumis au contrôle des travailleurs. Avec nos orateurs ils ont manifesté leur volonté d'obtenir une Constituante souveraine en répondant OUI-NON au référendum.

Leur seule présence à ces réunions démontrait suffisamment qu'ils n'ont pas mordu aux bobards antitrotskystes. Mais ils ont pu s'assurer par surcroît qu'ils peuvent avoir confiance dans le nouveau parti révolutionnaire, dans son sérieux et dans sa détermination de mener sans défaillance la lutte pour le communisme.

Les contradicteurs stalinien ont brillé par leur absence. Ils ont préféré convoquer à grand renfort de publicité, des meetings de diversion.

Leurs seuls arguments se sont avérés être la provocation policière, la salomonie ou encore l'agression directe contre nos camarades — comme à Villejuif où des sympathisants qui diffusaient les tracts du parti ont vu fondre sur eux une bande d'hommes de main stalinien dont l'un s'était muni, en guise d'arguments politiques, d'une lourde barre de fer. Ailleurs ils se sont contentés de déchirer nos affiches, alors qu'ils laissent s'étaler complaisamment les immenses placards publicitaires ourés par

# Rompez la coalition avec les agents des trusts !

Les trusts (Fédération Républicaine, Lefèvre Machin, U.P.R., du Croix de Feu Vallin et autres).

Mais les travailleurs, membres du P.C.F., qui assistaient à nos réunions ont été frappés de la dérobade de leurs chefs, lorsque le président de séance offrait le micro aux contradicteurs.

A noter seulement une contradiction faite sur un ton fraternel par un camarade responsable de l'ARAC à Vanves. Mais le Maire de Vanves, bas calomniateur de la camarade Madeleine Kann, a préféré garder un silence prudent. Les travailleurs ont pu voir par ce seul fait où sont les diviseurs.

Des motions ont été votées à l'unanimité des ouvriers présents existant :

- la parution légale de la Vérité.
- la rupture de la coalition des organisations ouvrières avec les agents des trusts, et proclamant la solidarité complète avec la lutte libératrice des peuples indochinois.

### SOUSCRIVEZ POUR LES 200.000 FR.

Nous avons besoin, très vite, de 200.000 francs pour payer le cautionnement de nos dix candidats de Paris-Rive gauche. La bourgeoisie n'attend pas : elle exige dans le plus court délai des sommes écrasantes pour notre jeune parti ou pour un ouvrier indépendant. Le but est précisément d'écartier les candidatures ouvrières, d'étouffer la voix de l'avant-garde révolutionnaire. N'attendez pas : souscrivez dès aujourd'hui !

Dans la confusion politique qu'entretiennent les chefs socialistes et communistes français et qui se traduit par le désarroi et l'abstention massive, il est indispensable que notre parti fasse entendre la voix du prolétariat révolutionnaire.

Or, notre participation à la campagne pour la Constituante est menacée par les exigences scandaleuses du décret Tixier. Nous ne pouvons compter que sur les gros sous des travailleurs.

Répondez sans retard à notre souscription, la rapidité de votre soutien a plus d'importance que son montant.

En avant pour les 200.000 francs !

Albert DEMAZIÈRES.

- Anonyme, 1.000 fr. ; un groupe de socialistes de Nice, pour le OUI-NON, 300 fr. ; un déporté, pour une candidature libre et sans étiquette, 100 fr. ; un ancien du P. C. d'Hay-les-Roses, 100 fr. ; un abonné 20 fr. ; Docteur D., 1.000 fr. ; Claude, déporté de Dachau, 50 fr. ; 1 heure de travail, 28 fr. ; Simone 50 fr. Total : 2.378 fr.

OUI à la 1<sup>re</sup> question, cela signifie qu'il y aura une Constituante. C'est une question essentielle.

NON à la 1<sup>re</sup> question, cela signifie qu'il n'y aura pas de Constituante. Le parti d'Herriot vote non, ce qui rend sans objet la 2<sup>e</sup> question. Il veut perpétuer la Constitution de 1875 qui fit sa fortune de valet des trusts.

### VOTEZ OUI A LA 1<sup>re</sup> QUESTION

OUI à la 2<sup>e</sup> question, cela veut dire accepter la limitation des pouvoirs de la Constituante, donc son impuissance et la victoire de De Gaulle et des trusts. Le parti de Blum vote oui à cette question.

NON à la 2<sup>e</sup> question, cela veut dire : Constituante souveraine. Le parti de Thorez vote non à la 2<sup>e</sup> question, mais s'allie aux radicaux ennemis de la Constituante.

### VOTEZ NON A LA 2<sup>e</sup> QUESTION

Extrait de la brochure : Pourquoi les Trotskyistes veulent-ils une Constituante unique et souveraine. En vente : 19, rue Daguerrre. Prix : 7 francs. Par 100 : 6 fr. ; par 200 : 5 fr. 50 ; par 100 en plus : 5 fr.

## SOLIDARITÉ AVEC L'INDOCHINE !

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

changer à Londres la permission d'amener des troupes sur place, pleurnicha auprès de Tchoung King le droit de passage en Indochine par le Nord. On lui répondit partout par des questions et ses trois émissaires chargés de reprendre en main l'Indochine, le général Alessandri, le général Leclerc (de Hauteclouque dans la Cagoule) et l'amiral d'Argenlieu, baptisé à Paris gouverneur général de l'Indochine, se morfondent encore, l'un dans le Sud de la Chine, et les deux autres à Ceylan.

### LE COUP DE MAIN DE SAIGON

En attendant les renforts, une poignée de colons réactionnaires, quelques 300 nerfs français ont monté une mise en scène de coup de main avec l'aide des commandements japonais et britanniques. Ils auraient arrêté les membres du gouvernement indochinois.

Tandis qu'à Paris, on annonçait en fanfare que « 300 héros, l'épaule ornée d'une croix de lorraine, rétablissent à Saïgon la souveraineté française », des informations ultérieures vinrent démasquer les uns le caractère odieux de l'entreprise, l'autre son échec :

1) France-Soir du 27 septembre rapporta sous la signature de son correspondant à Saïgon André Blanchet, que les 300 nerfs en question étaient munis d'armes françaises, anglaises et JAPONAISES, et que le coup de main avait été fait avec la coopération JAPONAISE : « Il était assez piquant, écrit Blanchet, de voir l'autorité du vainqueur entièrement déléguée au vaincu, et celui-ci continuer à assurer l'administration et la police de la ville. »

Cet aveu démasqua complètement les calomnies monstrueuses que les larbins impérialistes à la « Combat » déversent sur les nationalistes et les révolutionnaires indochinois qu'ils accusent d'être à la solde de l'impérialisme japonais.

Depuis, la presse nous a appris que l'opération s'est faite sous la protection supplémentaire des mitrailleuses anglaises postées à tous les carrefours et que, d'autre part, on avait « dû » retirer du combat les 300 « héros » INSUFFISAMMENT ENTRAÎNÉS ; bons pour attaquer la nuit des travailleurs désarmés, ils laissent leur place aux 2<sup>e</sup> classes lorsque l'affaire devient sérieuse.

2) Cependant, « l'héroïque coup de main » n'a pas apporté la soumission

#### \* Fraternalisation prolétarienne !

« Le Général japonais Numata a déclaré que les Japonais qui luttent aux côtés des rebelles n'atteignaient pas une centaine et qu'ils étaient considérés comme des « déserteurs et ennemis ».

(Dépêche officielle).

Comme en Grèce, des travailleurs en uniforme ont au courage d'encourir la peine de mort pour porter aide à leurs frères de misères luttant pour leur émancipation.

de l'indomptable peuple indochinois. Complètement démunis d'armes, les peuples indochinois résistent pas à pas, et deux jours après le raid du 22 septembre, la presse française devait constater que la journée du 24 septembre a été une véritable journée d'émeute à Saïgon.

### ALERTE A LA REPRESSION !

Tandis que le peuple indochinois se débat contre l'assaut conjugué des impérialismes et qu'il affirme à la

face du monde sa volonté de se libérer définitivement de la tutelle impérialiste, une passivité criminelle régnait en France parmi les dirigeants des organisations se réclamant de la classe ouvrière.

« Le Populaire » fait absolument bloc avec les apôtres de la grandeur : aucune protestation, aucun mot d'ordre de solidarité avec l'Indochine ne peuvent être trouvés dans les colonnes du journal « socialiste ».

« L'Humanité », tout en reconnaissant en paroles le droit du peuple indochinois à son indépendance, a soigneusement évité d'appeler le prolétariat français à une action décisive contre la politique des De Gaulle, Leclerc et consorts.

Liés à la bourgeoisie par une politique de coalition, les dirigeants ouvriers se sont déjà faits les complices de la répression contre les travailleurs algériens insurgés. En les laissant encore une fois faire en son nom cause commune avec les impérialistes, le prolétariat français se déshonorerait aux yeux des exploités du monde entier et perdrait la confiance de l'admirable peuple indochinois.

Travailleurs, il faut rompre avec la criminelle non-intervention en face des crimes de notre bourgeoisie. Il faut arrêter sa main avide d'or et de sang. L'appel lancé par le représentant de la délégation des Indo-

#### \* Solidarité prolétarienne.

Pour soutenir le mouvement d'indépendance de l'Indochine aux dockers de Melbourne, de Sydney et de Brisbane, qui continuent à se refuser à charger des navires hollandais, se sont joints ceux de Nouvelle-Zélande.

(Dépêche officielle).

C'est à nous, travailleurs de France, qu'incombe en premier lieu le devoir de paralyser l'intervention criminelle des impérialistes français en Indochine.

chinois en France trouvera, nous en sommes sûrs, un écho profond chez les travailleurs de France, malgré les calomnies et les manœuvres de basse police qui se trament contre les représentants qualifiés de l'Indochine libre.

LES 300.000 OUVRIERS AUSTRALIENS QUI SE SONT MIS EN GREVE POUR LE SOUTIEN DES NATIONALISTES D'INDONESIE. LES DOCKERS DE SYDNEY QUI REFUSENT DE CHARGER DU MATERIEL DE GUERRE A DESTINATION DES TROUPES DE L'IMPERIALISME HOLLANDAIS EN INDONESIE, NOUS MONTRENT LA VOIE.

Tout doit être mis en œuvre pour aider le peuple indochinois à se libérer.

Le combat continue âprement et sans relâche, d'un bout à l'autre de l'Indochine. La lutte des travailleurs coloniaux porte des coups efficaces à l'édifice pourri de l'impérialisme, facteur de misère, de fascisme et de guerre. Rester passif, c'est non seulement agir en criminel, mais aussi laisser écraser stupidement les meilleurs alliés des travailleurs français. Notre aide doit être immédiate et totale.

Vive la grève de solidarité avec l'héroïque peuple indochinois !  
Vive l'Indochine libre !

Jean MARCOUX.

## Les blocards sont-ils guérissables ?

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

alliance avec la bourgeoisie, division de la classe ouvrière.

### A LA CROISEE DES CHEMINS

Le triomphe des partis ouvriers dans les dernières élections nous met à la croisée des chemins : l'un mène au pouvoir des Comités Ouvriers et Paysans et au Socialisme, l'autre au coup d'Etat autocratique, au fascisme et à une plus grande barbarie capitaliste. La vigilance des travailleurs doit empêcher les chefs stalinien et réformistes de nous entraîner sur le mauvais chemin, celui de droite, celui où les mènent fatalement leurs attaches radicales et U.D.S.R.

Les majorités électorales sont éphémères. Les capitalistes disposent d'immenses moyens et de ruses variées pour faire échec à la volonté populaire si on ne met pas les capitalistes hors d'état de nuire.

Aujourd'hui les masses, y compris celles des campagnes les plus arriérées, se détournent des équipes bourgeoises discréditées, s'épouillent du démagogue de clocher radical ou « modéré » qu'elles élaient depuis un demi-siècle et disent : Voilà des socialistes, des communistes qui sauront peut-être tenir leurs promesses.

Le petit paysan du Cantal qui nous demandait : « Qu'est-ce qu'ils attendent les ouvriers pour faire la révolution ? » a pensé : il faut les y aider en votant pour leurs partis. Un verra bien...

Tous à la ville et aux champs VEULENT QUE ÇA CHANGE. Et pour le bon. Et pas dans l'autre monde comme le promet le curé dans son prêche du dimanche, mais tout de suite. Ils ont retenu ça de l'immonde boucherie impérialiste.

« Glissement vers la gauche », disent les journaux bourgeois ? Non, mais prélude des grandes Révolutions.

Classes moyennes et paysans attendent des actes résolus de la classe ouvrière. Ils sont prêts à donner leur appui. S'ils ne voient pas les actes suivre rapidement, la déception ne les ramènera pas vers les anciennes équipes discréditées, mais ils chercheront une issue du côté des démagogues fascistes, champions de la lutte antitrust et de l'anticommunisme.

Plus encore que les révolutions battues, les révolutions avortées engendrent la contre-Révolution. Cela, l'idiote du village pourrait le comprendre. Les blocards l'ont-ils compris ?

On peut en douter lorsque Blum et Thorez, au nom de l'alliance avec les classes moyennes, se cramponnent aux cadavres des partis bourgeois dont précisément les classes moyennes ont la nausée.

Les chefs Communistes Français fuient déjà leurs responsabilités lorsqu'ils donnent de la chair à ces blafardes dépouilles radicales que l'on pouvait croire au printemps balayées de la carte politique. Ils lancent comme mot d'ordre électoral : faire élire les Radicaux... Certes, dans les régions, prolétariennes les pantins sont restés sur le carreau. Mais dans les campagnes l'opération a réussi puisque 2 millions de voix se sont à nouveau portées sur les radicaux. Seul le P. C. F. était capable d'un tel tour de force en liant son sort au parti de Daladier des décrets-loi, de Daladier le matraqueur des grévistes du 30 novembre 38, de Daladier l'emprisonneur de communistes, au parti de Chautemps-Herriot les fourriers de Pétain et les commis-voyageurs des banquiers yankees. C'est le coup du Front Populaire qui recommence : en 1936 on nous a dit « Les radicaux ont la confiance des classes moyennes. Faisons alliance avec les radicaux. Il faut faire la

PAUSE, il faut savoir terminer une grève ». Maintenant nous connaissons la musique : chômage, misère, décrets-lois, puis la guerre, puis Pétain. Sans radicaux pas de Front populaire. Vite ! horez reconfile la baudruche, les chefs socialistes trahissent en dorant la pilule empoisonnée au OUI-OUI. S'ils réussissent sur ce point à entraîner les masses qui leur font confiance, la composition politique de la future Constituante n'aurait ni plus ni moins d'importance que celle de la Consultative, De Gaulle continuant à régner avec un ministère extra-parlementaire. Dans l'édifice pourri de cette nouvelle république de Weimar, Hitler remplacerait vite Hindenburg.

N'ont-ils donc rien appris ces hommes qui abusent de la confiance populaire pour nous passer en contrebande les marionnettes barbus ? OUI-ILS DONC PEUR DE PRENDRE LE POUVOIR, TOUT LE POUVOIR EN FRONT UNIQUE, PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, PARTI SOCIALISTE ET C. G. T. ? Veulent-ils un parlement pour ne pas tenir leurs promesses, pour ne pas nationaliser, pour ne pas lutter contre les trusts ? Ont-ils peur du peuple et de son enthousiasme révolutionnaire ?

Pour notre part nous le pensons. L'alliance qu'ils ont passée avec la bourgeoisie n'est pas épisodique. Ils rêvent d'une utopique démocratie bourgeoise stable, d'une « sécurité collective » basée sur le bloc occidental, ou sur l'entente avec Staline.

Le malheur est qu'au temps des trusts, du chômage chronique, de l'impérialisme ce rêve n'a aucune chance de se réaliser et qu'en se faisant les champions de la Renaissance capitaliste, de la Démocratie bourgeoise et de l'Unité avec les agents des trusts ; en détournant les travailleurs de la gigantesque lutte à mener contre la classe ennemie, en cuisinant un nouveau Front Populaire ils préparent de terribles défaites à la classe ouvrière et de nouvelles guerres. Ça, c'est le mauvais chemin.

L'autre, c'est celui de la vigilance des travailleurs, de leur intervention directe, pour imposer la souveraineté de la Constituante.

Car la seule force capable de s'opposer aux russes comme aux coups de force de la bourgeoisie, c'est la force colossale des masses populaires organisées dans les organisations démocratiques d'usine, de quartier, de village, de caserne. Imposer un scrutin honnête, chasser les apprentis dictateurs, défendre la Constituante contre un coup de force, qui pourrait le faire, sinon le peuple de France ? Obliger les élus à respecter leurs programmes, à constituer le seul gouvernement acceptable — celui des socialistes, des communistes et de la C.G.T. — défendre ce gouvernement contre la réaction capitaliste, lui donner les moyens de réaliser son programme, lui imposer cette réalisation sans faiblesse... qui pourrait le faire, sinon le peuple de France ? Contrôler les élus, les révoquer s'ils trahissent leur promesse, en un mot exercer la souveraineté populaire... Qui le fera, si ce n'est le peuple de France lui-même.

Travailleurs, la bourgeoisie compte sur votre passivité, sur votre indifférence, sur le désarroi et la division dans vos rangs. Nous vous disons : soyez vigilants, prenez en mains vos propres destinées, imposez à vos chefs l'unité d'action ouvrière pour faire surgir partout, jusque dans le plus petit atelier, jusque dans le village le plus reculé un vaste réseau de COMITES DE DEFENSE DE LA CONSTITUANTE. P. FAVRE.

## Debout contre le truquage électoral

Jeudi, 27 octobre, les organisations ouvrières, flanquées des inévitables Radicaux, tenaient Salle Pleyel, un meeting de protestations contre le truquage électoral. A aucun moment les orateurs ne mirent en avant un mot d'ordre d'action susceptible d'imposer à De Gaulle la volonté populaire. Souhaux lut avec complaisance des déclarations de partis réactionnaires. Mais bien que l'annonce invitât les groupements à faire au meeting des déclarations, la parole fut refusée bureaucratiquement à notre camarade Demazières qui lui apportait les propositions sonérées que voici :

« Le P.C.L. s'élève énergiquement contre le scrutin bâtard imposé par le général De Gaulle et ses « conseillers » au mépris de la volonté du peuple.

— dénonce le découpage adopté qui donne le même pouvoir électoral à 40.000 Vendéens et à 100.000 Roubaisiens, à 1.500 colons de Djibouti et à 90.000 travailleurs parisiens.

— proteste contre le cautionnement qui écarte la candidature des petites organisations révolutionnaires ou celles d'ouvriers isolés.

— dénonce ces mesures comme dictées par la volonté des trusts, de la haute finance et du grand patronat, et destinées à rendre impossible toute majorité des partis ouvriers à la Constituante.

— affirme qu'une telle escroquerie est destinée en définitive à écartier la nationalisation des trusts et des banques, sous contrôle ouvrier.

— le P.C.L. met en garde les travailleurs contre l'esprit de conciliation vis-à-vis du referendum plébiscitaire, puis du truquage électoral qui ouvrent la voie du coup d'Etat au Général des trusts.

— propose de tenir dans tout le pays des meetings larges ; d'appeler les travailleurs, si le Général ne recule pas, à démontrer leur force comme le 12 février 1934 par la grève générale.

— propose dès aujourd'hui la formation dans les quartiers et les usines, de Comités ouverts à tous les travailleurs, aux ménagères, aux petits commerçants, afin d'organiser la résistance au truquage électoral, défendre la Constituante élue, exiger des Constituants la réalisation de leur programme et les aider pour cela.

— rappelle qu'un seul gouvernement serait en mesure de réaliser un scrutin honnête, c'est le gouvernement P. C. F., S. C. G. T. qui aurait l'appui enthousiaste et unanime des travailleurs français. Le P. C. I. est prêt à appuyer un tel gouvernement, et demande que l'on passe à l'action pour imposer la souveraineté populaire. Qui s'y refuse s'accuse, car

### LES CHIENS ABOIENT... LA CARAVANE PASSE

UN groupe de soi-disant « Communistes Révolutionnaires », a tenu à apporter une note comique dans notre campagne électorale. A Vanves comme à Suresnes leur grotesque « contradiction » a permis aux travailleurs de mesurer le fossé qui sépare le parti révolutionnaire des aventuriers sans programme. Critiques stériles, attaques violentes dans les formes et misérables dans le fond, répétition mécanique de formules mal digérées, amour de la phrase, abandon du marxisme léninisme pour un révolutionnarisme petit bourgeois, telles sont les caractéristiques de nos « communistes révolutionnaires ». Au contrôle populaire du ravalement, ils préfèrent le pillage des boutiques de volaille. Face au plébiscite de De Gaulle, ils préconisent l'abstention qui laisse les mains libres à l'apprenti-Bonaparte. A la politique prolétarienne définie par Lénine dans la guerre impérialiste, à la lutte communiste dans les casernes, ils substituent le mot d'ordre aventurier de refus du service militaire et la formation de maquis. Ils reprennent à leur compte les infâmes ragots des colottes de peau, accusant les F.T.P. d'être les tireurs des toits d'août 1944.

Incapables de discerner entre la structure sociale du F.U.R.S. issue de la révolution d'octobre et la clique bureaucratique du Kremlin qui vit sur elle en parasite, nos grands révolutionnaires démasquent l'« impérialisme russe » et ne voient dans l'Armée Rouge qu'« une armée de pillage, de viol et d'assassinat qui ressemble à l'armée de Hitler avec ses S.S., à l'armée française, massacrée des Algériens, etc. »

Nous reviendrons sur les profondes transformations subies par l'Armée Rouge depuis sa fondation par Trotsky. Mais dès maintenant, il était bon de publier ce morceau de choix relevé dans une feuille qui, par ailleurs, insulte notre camarade Demazières et nous accuse d'être des agents de Staline et de De Gaulle. Ses aboiements rageurs n'empêcheront pas le P.C.I. de devenir le grand parti prolétarien révolutionnaire.

## SUR LE FRONT OUVRIER

### BRISEURS DE GRÈVE !

LORSQUE la presse commença à parler du mouvement des mineurs de Lens la grève durait déjà depuis dix jours, encore consignée à quelques puits.

C'est son extension rapide qui obligea à rompre la consigne du silence.

En même temps la presse ouvrière présentait les mineurs comme des inconscients et leur responsable syndical Thévénot comme un provocateur que les sommets syndicaux excluaient et vouaient aux puissances infernales.

Calomnie, sanctions, choix des qualificatifs ne varient guère d'une grève à l'autre. Faire le silence sur un mouvement, puis le dire en régression alors qu'il ne fait que gagner en puissance, salir ses dirigeants, invoquer l'intérêt « commun », ce fut de tout temps l'arsenal dont disposaient les patrons et les jaunes à leur solde pour briser les grèves.

Un fait nouveau mérite d'être noté : pour la première fois les dirigeants stalinien ont joué ouvertement et cyniquement ce rôle. Ils n'ont évidemment pas essayé d'attendrir les mineurs sur la misère des actionnaires qui risquaient d'être lésés de quelques millions. Cet argument n'eût pas convaincu un seul mineur car la sous-alimentation, la paie misérable, le manque de vêtements même pour le travail, les brimades passées et présentes les disposent peu à la sollicitude pour les « patrons patriotes ».

Les briseurs de grève auraient dû recourir à d'autres arguments plus habiles mais aussi sérieux et à peine plus convaincants pour les mineurs si des mesures brutales n'étaient pas venues à la rescousse.

Examinons pourtant ces arguments car c'est eux que l'on dresse comme un mur devant toutes les catégories de travailleurs qui veulent lutter pour leurs revendications :

- 1° La production ;
- 2° Les libertés.

1° « Travailler en revendiquant, revendiquer en travaillant » qui est l'aggravation de la formule : « travailler d'abord, revendiquer ensuite ». Ensuite, pour les ouvriers stalinien, cela voulait dire après la guerre. Pour les « chefs » cela signifie : jamais. Et ils viennent de le prouver.

Quelle absurdité ! Veut-on nous faire croire que la bourgeoisie est prête à satisfaire les revendications dans la mesure où le rendement augmentera. L'expérience quotidienne comme celle des cinquante dernières années prouve que jamais les capitalistes n'ont fait le moindre cadeau aux travailleurs,

que chaque avantage a été une conquête arrachée par la lutte gréviste.

2° « Il faut développer la production pour pouvoir satisfaire les besoins des masses ».

Ce deuxième argument ne vaut guère mieux car les mineurs voient de près l'incapacité, l'incurie et le sabotage des cadres bourgeois et qu'à l'échelle nationale et après un an d'efforts des travailleurs la bourgeoisie n'a réussi qu'à aggraver le cahos et à user un peu plus l'équipement sans le renouveler.

Le capitalisme est incapable de remettre en route la production et encore bien plus de satisfaire les besoins des masses.

Les travailleurs le peuvent, en imposant par la lutte de vraies nationalisations sans indemnité ni rachat et le contrôle ouvrier sur la production pour appliquer un plan de la C. G. T.

La grève des mineurs du Nord indique le meilleur moyen d'imposer ces mesures : la grève.

3° Le troisième argument a été clairement exprimé par le stalinien Martel dans son discours de Lens :

« Il ne faut pas, a dit notamment M. Martel, se lancer dans une aventure de grève générale insensée, dans laquelle nous risquerions de perdre nos libertés et nos institutions. »

Admirons en passant la malice policière classique. On menace d'gendarme l'enfant pas sage !

Nous, Trotskyistes, ne sommes pas de ceux qui considèrent la grève générale par elle-même comme un moyen bon à tout et toujours.

Mais :

- 1) Ne pas étendre le mouvement de Lens à des mineurs et les livrer aux repréailles.
- 2) La grève terrible des travailleurs justifiée pleinement une grève générale pour le réajustement des salaires et pour l'Echelle mobile.

3) La dictature est menaçante quand la classe ouvrière est passive et désorientée. La dictature rentre quand les travailleurs revendiquent et entrent en lutte.

Si De Gaulle a pu imposer un scrutin truqué et le referendum c'est précisément parce que les chefs « ouvriers » se sont refusés à faire appel à l'action de classe.

Les mineurs de Lens ont montré le bon chemin pour la défense de nos libertés.

Les arguments stalinien n'ont convaincu que les plus faibles mais ont réussi à briser

le premier élan. Les travailleurs des houillères ont manifesté leur colère contre les briseurs de grève en manifestant contre Lacoste, Frachon et Martel à Lens en inscrivant sur leurs pancartes et en scandant :

« A bouffer ! A bouffer ! »

« Pas de paroles, des actes ! »

Il ont aussi manifesté cette colère en votant en masse, aux élections cantonales du Nord et du Pas-de-Calais pour les candidats socialistes qui ont ainsi gagné 40 % des voix ! Le parti socialiste, en effet, avait préféré se taire pendant la grève. Cela lui a valu l'indulgence des mineurs.

Ils avaient à choisir entre Caiphe et Ponce Pilate.

### 1.500.000 grévistes aux Etats-Unis

Le capitalisme américain qui s'est puissamment développé à la faveur de la guerre a dû attirer dans la production industrielle des larges couches de la population. A présent il essaye de passer sans accrocs à l'industrie de paix en jetant dans le chômage un nombre chaque jour croissant d'ouvriers (plus de 7 millions jusqu'à présent), en même temps qu'il maintient pour les autres des salaires réduits et l'obligation imposée pendant la guerre — de ne pas recourir à la grève.

Les ouvriers de l'industrie automobile ont, les premiers, donné le signal de la riposte à la manœuvre patronale, en se mettant en grève pour l'augmentation des salaires et pour l'abrogation de la loi inique interdisant les grèves. L'exemple des ouvriers de l'auto a été suivi par les autres couches les plus diverses du prolétariat américain. Le nombre des grévistes atteint maintenant plus de 1.500.000 ouvriers.

Nous envoyons notre salut fraternel à notre section sœur, le Socialist Workers Party qui a pris sa place à la tête du combat gréviste, et qui le premier a déclenché, dès avant la fin de la guerre, la lutte contre les lois anti-grévistes.

Imprimerie Spéciale de "LA VÉRITÉ"